Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1590

Rubrik: Fiscalité

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un répit pour le paradis helvétique

Accusée d'attirer les holdings comme des mouches par une fiscalité légère et opaque, la Suisse figurait parmi les pays fiscalement préjudiciables. Berne a fait une concession et obtient un répit. La Suisse disparaît de la liste noire. Mais la pression internationale subsiste.

Depuis la fin des années nonante, pas moins de treize sociétés transnationales ont choisi d'implanter leur siège mondial ou européen en Suisse (voir encadré). Ces entreprises non polluantes offrent des emplois bien rémunérés. C'est une véritable aubaine. La Suisse est un pays où il fait bon vivre, politiquement sûr et socialement calme. De longue date, les grandes entreprises étrangères n'hésitent pas à s'y installer. Mais l'attrait pour la Suisse est devenu un véritable engouement depuis la réforme de la fiscalité des sociétés holding introduite en 1997 sur proposition de Kaspar Villiger. Une étude du conseiller d'entreprises Arthur D. Little (citée par le *Tages Anzeiger*) a répertorié les entreprises qui ont implanté un siège en Europe au cours des dix dernières années. Pour 88% d'entre elles, la fiscalité est le facteur principal dans le choix d'un pays. Et la Suisse est considérée comme un paradis.

Les effets secondaires

Kaspar Villiger a donc brillamment réussi à renforcer l'attractivité de la place économique helvétique. La région lémanique en a très largement profité. Mais ce succès a provoqué de dangereux effets secondaires. Sur la pression de plusieurs Etats membres frappés par la concurrence fiscale, l'OCDE a jugé ce régime opaque et dommageable pour la communauté internationale. Pour retoucher son image ternie, la Suisse vient de faire une concession. Dans le cadre d'une modification des accords de double imposition conclus avec la plupart des pays, elle s'engage à renforcer son entraide administrative. Les autorités fiscales fédérales et cantonales participeront à des échanges élargis d'informations.

La démarche est habile. La pression internationale se détend. Le débat se fractionnera dans de multiples négociations bilatérales. Merci à nos habiles négociateurs. Mais ce n'est qu'un répit. Dans ce cadre, la Suisse acceptera discrètement de faire des sacrifices. La question fiscale reste le principal enjeu de la politique extérieure de la Suisse. Une priorité qui n'est guère exaltante! *at*

Hôtes récents de la Suisse

Procter& Gamble (USA)	Siège européen	Genève 1999
Cargill (USA)	Siège mondial	Genève 2000
John Deere (USA)	Siège européen	Schaffhouse 2000
Philipp Morris (USA)	Siège mondial	Lausanne 2001
Skechers (USA)	Siège européen	Genève 2002
Ahold (Pays-Bas)	Centre financier	Genève 2002
Starbucks (USA)	Centre commercial	Lausanne 2002
Gillette (USA)	Siège européen	Genève 2002
Pronuptia (France)	Siège mondial	Lausanne 2003
Ralph Lauren (USA)	Siège européen	Genève 2003
General Mills (USA)	Siège européen	Nyon 2003
Ebay (USA)	Siège européen	Berne 2003
Zimmer (USA)	Siège européen	Winterthour 2003
Colgate-Palmolive	Siège européen	bientôt en Suisse

(Tages Anzeiger)

Miniatures

Définitions

Un collaborateur de *Libération* a découvert des nuits zurichoises plus animées que celles qu'imaginent les Romands qui ne franchissent jamais la Sarine. Il est moins satisfait de la gastronomie. Sa définition des rösti est différente de celle de notre *Larousse*: «Paillasson de lamelles de pommes de terre». L'a-t-il trouvée dans le Dictionnaire suisse romand ou en mange-t-on aussi dans les campagnes françaises?

Combien d'usagers des transports publics de la ville de Berne ont remarqué l'horloge du quai direction Ostring ou Saali, à la Gare de Berne, dont le cadran est orné de la phrase «silence on tourne»?

Titre de l'exposé du professeur Peter Knoepfel à l'assemblée générale du Groupe socialiste du personnel fédéral, à Berne: «Après les élections au Parlement et au Conseil fédéral: une politique progressiste menée par un gouvernement à majorité conservatrice: possibilités et limites». Peter Knoepfel, membre du PS, est professeur à l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDEHAP) à Lausanne. *cfp*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Claude Bossy (cb)
François Brutsch (fb)
Carole Faes (cf)
André Gavillet (ag)
Roger Nordmann (rn)
Charles-F. Pochon (cfp)
Albert Tille (at)

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Presses Centrales Lausanne SA

Abonnement annuel: 100 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
@bonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch

www.domainepublic.ch